

Tchad : l'emprise militaire française entre longue durée et remaniements conjoncturels. Entretien avec M. Debos redaction

<https://www.contretemps.eu>
Emmanuel Macron a annoncé le 10 juin 2021 la fin de l'opération Barkhane, actuellement la plus grande opération extérieure (« opex ») française. Cette annonce intervient deux mois après la mort d'Idriss Déby, le président du Tchad, qui était alors considéré comme le principal allié de la France dans la « guerre contre le terrorisme » au Sahel et au Sahara, et une semaine après un nouveau coup d'État au Mali.

Dans cet entretien, on revient avec Marielle Debos sur la politique française dans la région et la place particulière du Tchad dans ce dispositif. [Marielle Debos](#) est chercheuse en science politique, maîtresse de conférences à l'université Paris-Nanterre, et autrice du livre [Le Métier des armes au Tchad](#) (Karthala, 2013), à propos duquel on pourra lire [cet entretien](#).

[Les armes comme mode de vie. Entretien avec Marielle Debos](#)

CT: Le Tchad a fait la une de l'actualité il y a quelques semaines, avec la mort de Idriss Deby qui dirigeait le pays depuis trente ans, et la prise du pouvoir par un groupe de militaires ayant à sa tête l'un de ses fils, Mahamat Idriss « Kaka » Deby. Depuis, des rumeurs circulent suivant lesquelles Deby ne serait pas vraiment mort « au front », mais aurait été assassiné par un officier de son entourage. Autrement dit, derrière l'apparente solidité du nouveau pouvoir, qui se trouve entre les mains de fidèles de l'ancien président, pourrait se cacher une certaine faiblesse, liée à des contradictions internes du clan...

MD : On ignore les circonstances exactes de la mort d'Idriss Déby. Il a pu être tué par la rébellion comme par des éléments de son propre camp. Ce qui est certain, c'est qu'il est décédé le 20 avril 2021, alors qu'il s'était rendu sur le champ de bataille où s'affrontaient les forces gouvernementales et les rebelles du Front pour l'Alternance et la Concordance au Tchad (FACT).

Cette mort peu ordinaire a remis en avant un vieux cliché qui remonte à la période coloniale : celui d'un pays aux guerres sans fins, peuplé de farouches combattants. Le Tchad est bien un État militarisé où la politique se fait les armes à la main, mais ceci n'est pas lié à un atavisme national ni à une culture guerrière qui serait ancrée dans la tradition.

La carrière politique et militaire d'Idriss Déby, jusqu'à sa mort soudaine, est plutôt révélatrice de la militarisation de l'État et de la politique au Tchad. Celui qui s'était fait décerner le titre de « maréchal » quelques mois avant sa mort avait vécu par les armes en politique intérieure comme internationale : en devenant l'allié militaire indispensable des Occidentaux dans la « guerre contre le terrorisme » au Sahel et Sahara, il savait que sa survie politique se jouait au moins autant à Paris et Washington que dans les campagnes tchadiennes.

Comme je l'ai écrit récemment dans une tribune au *Monde*, derrière le soutien des Français à Idriss Déby, il y avait des intérêts mais aussi une idéologie^[1] : celle de l'homme fort, seul capable de dompter ce pays de guerriers. L'idée selon laquelle certains pays ne pourraient être gouvernés que par des « hommes forts » ne concerne pas uniquement le Tchad ni même le Sahel : c'est un classique du soutien à des régimes autoritaires. Cette idée est problématique à plus d'un titre. Elle est paternaliste, culturaliste, raciste mais aussi sexiste – puisque seul un homme pourrait faire le job.

CT : Dans la mesure où ce nouveau pouvoir doit faire face à une rébellion armée au nord du pays, à des troubles aux frontières du sud, et à l'instabilité générale de la région, en particulier à l'ouest, et que des mouvements sociaux importants le contestent dans la capitale, cela semble annoncer de nouvelles évolutions... Peux tu dresser un tableau rapide de ces facteurs d'instabilité ?

MD : Le Tchad est situé à la frontière sud de la Libye. Comme d'autres pays du Sahel, le Tchad a subi les effets de la guerre qui a suivi l'intervention en Libye de l'OTAN, conduite par la France, en 2011. La situation du Tchad est cependant très différente de celle du Mali où des groupes armés djihadistes contrôlent une partie du territoire.

La principale menace sur le Tchad est celle des groupes implantés dans le bassin du Lac Tchad : Boko Haram, groupe sectaire né au Nigéria, et Iswap, groupe rival de Boko Haram se réclamant de l'État islamique. De nombreux rapports d'expertise et articles universitaires dressent la liste des facteurs d'instabilité internes et externes. Rappeler les facteurs d'instabilité est important dans un contexte où les Français, qui avaient besoin d'un « partenaire » au Sahel, ont trop rapidement fermé les yeux sur ce qui pouvait mal tourner dans le pays.

Dans ma recherche, j'ai cependant voulu aller plus loin en interrogeant les implicites de cette grille de lecture (stabilité versus instabilité) aujourd'hui dominante. De quoi parle-t-on quand on parle de « stabilité » ? De celle du régime ? De celle de son armée considérée comme la meilleure du Sahel ? Ou de la possibilité pour les gens de se projeter dans une vie « stable » ? Les Tchadiens et Tchadiennes aspirent à une certaine forme de stabilité : celle que pourrait leur procurer une redistribution minimale des richesses.

Le Tchad est exportateur de pétrole depuis 2003, mais le système éducatif et de santé est dans un état lamentable, la justice n'a pas les moyens de fonctionner et les gens vivent au quotidien dans un État gouverné par la violence et l'impunité. La grille de lecture géopolitique qui consiste à saisir la situation d'un pays ou d'une région en termes de stabilité et d'instabilité fait de la « stabilité » d'un régime la priorité. Elle conduit à considérer le changement comme un risque.

Dans cette perspective, les mouvements sociaux sont rapidement perçus comme des facteurs d'instabilité, alors même que les protestations, qui n'ont jamais cessé malgré la répression, sont au contraire un motif d'espoir.

CT : La France a dans un premier temps entériné le coup d'État qui a suivi le décès du président avant d'appeler à une transition. Comment expliquer ce revirement ?

MD : Dans un premier temps, la France a effectivement pris acte de la prise du pouvoir par le fils du président décédé sans condamner le coup d'État. Emmanuel Macron s'est ensuite rendu aux obsèques du président Déby. Il était le seul chef d'État occidental. L'image restera : celle du président français aux côtés du chef de la junte militaire^[2].

Le discours des autorités françaises a ensuite sensiblement évolué. Après la répression violente de manifestations par la nouvelle junte au pouvoir, Emmanuel Macron a affirmé son opposition à « un plan de succession » et son attachement à une « transition

démocratique, pacifique, inclusive ». Ces termes convenus sont en quelque sorte le service minimum en diplomatie. On saura peut-être un jour ce qui s'est joué dans les heures et les jours qui ont suivi la mort d'Idriss Déby et quel a été le poids respectif des militaires et diplomates dans la définition de la position française[3].

Ce qui interroge, c'est le décalage entre la politique française au Tchad et dans un autre pays de la région, le Mali, où il y a eu deux coups d'État en moins d'un an. Dix jours après le coup d'État du 24 mai (le deuxième, donc), qui a porté au pouvoir le colonel Assimi Goïta, la France a annoncé la suspension à titre conservatoire de sa coopération militaire avec Bamako. Rien de comparable au Tchad.

CT : Il y aurait donc une sorte d'exception tchadienne dans la politique française. Comment l'expliquer ? Faut-il y voir un lien avec l'histoire de la France dans le pays ? Tu as montré dans tes travaux que c'est le pays qui a connu le plus d'interventions françaises depuis son indépendance en 1960 et que le Tchad a une place particulière dans l'histoire française.

MD : Les coups d'État au Tchad et au Mali ont eu lieu dans des circonstances différentes ; les enjeux ne sont pas non plus tout à fait les mêmes. Après la mort d'Idriss Déby, la priorité d'Emmanuel Macron était de maintenir une forme de continuité avec l'allié tchadien. Au Mali, le coup d'État du 24 mai 2021 a été organisé contre le président de la transition, Bah N'Daw, par les colonels qui étaient déjà à l'origine du coup du 18 août 2020[4]. Comme me le confiait un militaire français proche du dossier, « Emmanuel Macron a pensé qu'ils se foutaient de sa gueule. »

Si le décalage entre les réactions françaises au Tchad et au Mali s'explique en partie par des conjonctures différentes, il y a bien quelque chose de spécifique dans l'histoire entre la France et le Tchad. Les intérêts de la France au Tchad n'ont jamais été économiques ; ils sont plutôt militaires[5]. Le pays a du pétrole, mais il n'est pas exploité par les Français. Cette colonie, aux marges de l'Afrique Équatoriale Française (AEF), était déjà considérée comme peu rentable : c'était une zone difficile où on envoyait les militaires et les novices.

Depuis l'indépendance en 1960, l'armée française n'a quasiment jamais quitté le pays[6]. Les opérations extérieures se sont succédées. L'opération Épervier, installée sous Hissène Habré, grand allié de la France et des États-Unis[7], condamné en 2016 à Dakar pour crime contre l'Humanité, était alors justifiée par la politique de *containment* de la Libye. L'Opération n'a pris fin ni avec la résolution du conflit Tchad-Libye, ni avec la fin de la Guerre froide, mais le 31 juillet 2014 quand elle a été immédiatement remplacée par l'Opération Barkhane.

Barkhane, qui a établi son quartier général à N'Djamena, est encore la plus importante « opex » française : plus de 5000 militaires déployés dans cinq pays, le Tchad mais aussi la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso et le Niger – les cinq pays réunis dans l'alliance du « G5 Sahel ». La succession des opex doit d'ailleurs nous amener à questionner l'idée même d'« interventions militaires »[8]. Le terme « intervention » laisse penser à quelque chose d'exceptionnel, quand on a affaire au contraire à une politique routinisée inscrite dans une histoire longue.

Emmanuel Macron vient d'annoncer la fin de Barkhane. Ce n'est cependant pas un départ des forces françaises au Sahel. Le président n'a pas mentionné « Sabre », une autre opex

française qui regroupe les forces spéciales. Plutôt qu'un retrait, ce qui se profile est une réorganisation des forces avec une baisse des effectifs accompagnée d'une double tentative d'eupéanisation[9] (avec la force Takuba) et d'africanisation (avec le G5 Sahel) de l'intervention.

Cette annonce était attendue : Barkhane avait eu des succès tactiques mais la « guerre contre le terrorisme » est ingagnable. L'annonce s'inscrit en plus dans un calendrier électoral : Barkhane était de plus en plus impopulaire en France. Comme toutes les grandes décisions en matière de politique étrangère et de défense, elle semble avoir été prise par un petit cercle autour du président, loin du Parlement. Cette caractéristique du pouvoir de la Ve République semble encore renforcée sous Macron qui utilise d'ailleurs le pronom « je » là où c'est l'armée ou le pays qui sont en jeu - « je me retirerais du Mali » avait-il ainsi déclaré au *Journal du dimanche* le 30 mai[10].

CT : On parle peu de ces choix de politique étrangère et pourtant les enjeux sont immenses...

MD : Oui, on parle trop peu de politique étrangère et de défense - y compris à gauche. Regarder la politique française au Tchad en allant au-delà de l'anecdote ouvre des perspectives. D'ici, on voit le Tchad comme le pays des guerres sans fin. Vue du Tchad, la France apparaît aussi comme un pays qui n'a cessé d'être en guerre[11]. Les guerres menées par la France et leurs justifications ont certes évolué. On n'est plus dans la guerre contre-insurrectionnelle contre les rebelles dans les années 1960 et 1970.

Dans les années qui ont suivi l'indépendance, les forces tchadiennes étaient commandées par les Français. Rien de comparable sous Idriss Déby qui n'a jamais été la marionnette des Français et qui savait jouer de la relation - même asymétrique - avec l'ancien colonisateur. L'armée française a cependant apporté à plusieurs reprises un soutien discret mais décisif à Idriss Déby : lors des attaques rebelles sur la capitale en 2006 et 2008, et plus récemment en février 2019, quand l'armée française a mené elle-même des frappes aériennes contre une colonne rebelle à la demande du gouvernement tchadien, ce qui constitue un dévoiement des moyens de Barkhane censés être réservés à la « guerre contre le terrorisme »[12]. En avril 2021, l'armée n'est pas intervenue directement mais a fourni du renseignement et de la logistique - qui peuvent faire la différence.

Ces questions devraient être plus et mieux discutées ici. Il y a bien eu des débats au parlement au moment des frappes de février 2019 et du coup d'État de 2021, mais le Tchad apparaît trop souvent comme ce pays lointain où les politiques français se rendent au moment des fêtes de fin d'année pour afficher leur soutien aux militaires. Le 31 décembre dernier, c'était au tour de Jean Castex de réveillonner avec les troupes de Barkhane après une visite éclair à Amdjaress, le village natal d'Idriss Déby.

CT : Dans tes recherches, tu as montré que le Tchad était un État fortement militarisé où les armes sont restées la clé du succès en politique[13]. À quoi ressemble cet État ?

MD : L'histoire coloniale et post-coloniale a produit un État qui existe par et pour la guerre. Depuis la naissance du Front de libération nationale du Tchad, dans les années

Tchad : l'emprise militaire française entre longue durée et remaniements conjoncturels. Entretien avec M. Debos

<https://www.contretemps.eu> redaction

1960, le pays a connu une succession de rébellions et de répressions. Le développement de l'État tchadien est tourné vers les armes. Cette tendance s'est encore renforcée avec le rôle pris par l'armée tchadienne dans la « guerre contre le terrorisme » au Sahel et Sahara et contre Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad. Le budget de la défense engloutit 30 à 40 pour cent du budget national[14].

CT : Il y a pourtant aussi des opposants et une société civile qui militent autrement que par la lutte armée ?

MD : La possibilité d'exister politiquement sans prendre les armes est peut-être la question politique la plus importante actuellement[15]. Les promesses de démocratie et de liberté formulées par Idriss Déby après avoir renversé Hissène Habré n'ont pas été tenues. La répression était certes moins systématique qu'elle ne l'était sous Habré, les partis d'opposition, les syndicats et les médias indépendants ont été autorisés. Mais les oppositions restaient possibles tant qu'elles ne remettaient pas fondamentalement en cause la conduite du pouvoir.

Quelques jours après la prise du pouvoir par le Conseil Militaire de Transition, la jeunesse tchadienne est descendue dans les rues[16]. Comme l'explique la syndicaliste Kamadji Demba Karyom « contre toute attente, la population a répondu vraiment présente à cette grande mobilisation »[17]. La coalition wakit tama (« l'heure est arrivée » en arabe local) rassemble des militante·s des partis d'opposition, des organisations de la société civile et l'Union des syndicats du Tchad (UST). Les manifestations ont été réprimées et il y a eu des morts : selon Amnesty International, l'organisation confirme qu'au moins 16 personnes ont été tuées à N'Djamena et Moundou au sud, des dizaines d'autres ont été blessées[18].

La mobilisation actuelle prend la suite de celle qui avait été lancée contre la candidature d'Idriss Déby à un nouveau mandat – ironiquement, Idriss Déby a été tué quand on annonçait sa réélection à N'Djamena. Les militant·e·s qui refusent ce nouveau coup de force des militaires rappellent que le Tchad n'est pas condamné à être le pays des hommes en armes. Ils et elles continuent à s'organiser pour avoir voix au chapitre. En dépit de toutes les difficultés, à l'ombre du pouvoir des militaires, une alternative politique civile s'est formée.

*

Propos recueillis par Laurent Lévy.

Photo : Christophe Petit Tesson / AFP.

*

Notes

[1] Debos Marielle, « Tchad : La France et les Etats-Unis ne pouvaient pas ignorer qu'ils jouaient avec le feu », *Le Monde*, 23 avril 2021.

[2] Voir l'entretien accordé au Monde par Makaila Nguebla, Tchad : « [L'opposition en exil a été irritée par la présence de M. Macron aux funérailles d'Idriss Déby](#) », *Le Monde*, 29 avril 2021.

[3] Carayol Rémi, « Sahel, les militaires évincent le Quai d'Orsay », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2019, p. 13.

[4] Bensimon Cyril, Morgane Le Cam, Elise Vincent, « Comment le Mali a vécu un deuxième coup d'Etat en moins d'un an », *Le Monde*, 31 mai 2021.

[5] Marchal Roland, *Petites et grandes controverses de la politique française et européenne au Tchad*, Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR), N'Djamena, avril 2015.

[6] Powell Nathaniel, *France's Wars in Chad: Military Intervention and Decolonization in Africa*, Cambridge University Press, Cambridge, 2020.

[7] Human Rights Watch, « Allié de la France, condamné par l'Afrique : Les relations entre la France et le régime tchadien de Hissène Habré (1982-1990) », Human Rights Watch Report, 2016.

[8] Sur la « guerre contre le terrorisme » et la posture de guerre perpétuelle, lire Charbonneau Bruno, « Faire la paix au Mali: les limites de l'acharnement contre-terroriste », *Revue canadienne des études africaines*, Vol. 53, n°3, 2019 ; Olsson Christian, "Interventionism as Practice: On 'Ordinary Transgressions' and their Routinization", *Journal of Intervention and Statebuilding*, 2015, 9:4, 425-441.

[9] Le Cam Morgane, Stroobants Jean-Pierre, « 'Takuba', l'embryon d'une force européenne », *Le Monde*, 12 juin 2021.

[10] Cité dans « Malaise à l'état-major et au Quai d'Orsay », *Le Canard Enchaîné*, 9 juin 2021, p. 3.

[11] Debos Marielle, Powell Nathaniel, « L'autre pays des 'guerres sans fin': Une histoire de la France militaire au Tchad (1960-2016) », *Les Temps Modernes*, n°693-694, 2017, pp. 222-266, avec Nathaniel Powell.

[12] Sur le soutien français à Idriss Déby, voir la compilation des articles de Survie sur le Tchad : Survie, « [Tchad : une farce électorale en Françafrique](#) », avril 2021.

[13] Debos Marielle, *Le métier des armes au Tchad: Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013. Voir "Les armes comme mode de vie", entretien avec Milena Jakšić, *Contretemps*, octobre 2014.

[14] International Crisis Group, *Les défis de l'armée tchadienne*, Rapport Afrique N°298, 22 janvier 2021, p. 4.

[15] Debos Marielle, "Chad's president lived and died by the gun. Will the country shift away from militarized rule?", *The Washington Post*, 7 mai 2021.

[16] Oumar Abdelbanat, Remadji Hoinathy, Allah-Kauis Neneck, « Tchad : la jeunesse sacrifiée sur l'autel de la transition politique », *AOC*, 25 mai 2021.

[17] Interview de Kamadji Demba Karyom par Julien Anchaing, « [L'argent de la France au Tchad ne sert qu'à soutenir les dictatures, les oppresseurs](#) », 1 mai 2021.

[18] Amnesty International, « [Tchad. Les annonces d'enquêtes sur la mort de manifestants](#) »

